

# Partageons équitablement les fruits du succès

**Travail Suisse analyse depuis plusieurs années les salaires des dirigeants et évalue le rapport entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas (écart salarial) dans une entreprise. La 9<sup>e</sup> analyse annuelle montre qu'une large correction vers le bas des salaires des managers n'est pas en vue. Au contraire : le self-service se répand. Comme pour les banques et la stratégie de l'argent propre, il est illusoire d'attendre une autorégulation des entreprises, c'est à la politique et au peuple de fixer des règles. L'initiative 1 :12 est le premier levier accessible, votation en novembre.**

---

Josiane Aubert, conseillère nationale, vice-présidente Travail.Suisse

---

L'analyse de Travail.Suisse se base sur 27 entreprises suisses actives dans différents secteurs, dont 23 sont cotées en bourse et 9 appartiennent au SMI ; elles sont suivies pour la 9<sup>e</sup> année.

**La différence entre le salaire moyen le plus haut de l'équipe dirigeante et le salaire le plus bas de l'entreprise a globalement poursuivi son ascension.**

Si certaines entreprises montrent une légère baisse dans l'un ou l'autre des tableaux, ce qui frappe c'est le glissement global constant vers le haut qui se poursuit au cours de la décennie, et même ces deux dernières années, malgré les discussions vives autour de l'initiative Minder. La seule influence est la disparition des « Stars des managers » : les Ospel et autre Vasella ont laissé la place à des équipes dirigeantes qui, en moyenne, continuent à se servir largement de grasses rémunérations. La différence entre le salaire moyen de l'équipe dirigeante et le salaire le plus bas de l'entreprise a globalement poursuivi son ascension. Ainsi, si en 2002 huit entreprises sur les vingt-sept observées étaient encore dans le groupe des 1 :12, il n'en reste plus qu'une, la Coop ; toutes les autres ont poursuivi leur ascension... par exemple, le nombre d'entreprises dont le rapport est dans une fourchette entre 1:50 et 1:100 a doublé ! Novartis, Roche, UBS et Crédit Suisse sont en tête avec des rapports dépassant le ratio 1 :100, la palme étant détenue par Roche à 1 :124.

Il faut cependant noter que les deux grandes banques ont freiné leur appétit, passant de 1 :254, respectivement 1 :235 en 2002 à 1 :121 et 1 :114

**L'autorégulation des managers ne sera pas suffisante, la politique doit agir**

Compte tenu de ces constatations, il est illusoire de croire que les grands capitaines d'entreprise opèrent une autorégulation, même après le vote clair de la population qui a accepté l'initiative Minder. Les épisodes vécus avec les banques dans les années qui ont suivi la débâcle UBS ne permettent aucune illusion.

La politique doit donc reprendre la main. Nous voulons que la richesse accumulée par les entreprises bénéficie à toutes et tous, et non seulement aux grands managers, qui se servent largement, indépendamment des résultats engrangés par l'entreprise. Les salaires les plus bas, eux, ont toutes les peines à être adaptés....

## **Un écart maximal de 1 à 12, c'est suffisant ! L'initiative des jeunes socialistes a tout son sens !**

Première et prochaine étape politique : l'initiative 1 :12 des jeunes socialistes sera devant le peuple en novembre. Le parlement et le Conseil fédéral n'ont pas daigné lui opposer un contre-projet. Ce sera donc au peuple de dire que c'est LA SOLUTION pour assurer une meilleure répartition de la richesse et de la productivité de l'économie suisse.

Combien de chefs d'entreprise de PME sont-ils dans la situation de se servir des rémunérations au-delà du 1 :12 ? Personnellement, je ne croise pas beaucoup de maîtres électriciens, charpentiers, de restaurateurs, de start up dans les nouvelles technologies, de bureaux d'architectes et autres PME qui s'offrent de telles rémunérations. L'économie réelle ne sera donc pas mise en péril par cette initiative.

Cette initiative est bonne pour toute la population, elle mettra un cadre et un frein à des exagérations inacceptables : Ne pas gagner en un mois plus que les plus modestes dans l'entreprise gagnent en un an, c'est une proposition très raisonnable que le PS, tout comme Travail.Suisse soutiennent avec conviction.

N'oublions pas qu'une répartition équitable des revenus du travail est un élément essentiel de l'équilibre et du succès de la Suisse. Si nous ne mettons pas le cadre pour assurer cet équilibre à long terme, nous mettons en danger la cohésion sociale et nationale.